

France/Code du travail

Macron entérine une réforme "indispensable"

AFP  
Paris/France

LE président Emmanuel Macron a entériné vendredi la réforme du droit du travail, un de ses projets phares visant à "transformer" la France en accroissant la "flexibilité", opposant des mesures "indispensables" au "recul social" dénoncé par ses détracteurs.

Le chef de l'État a solennellement signé les textes de la réforme dans les bureaux lambrissés du palais de l'Élysée, siège de la présidence, lors d'une cérémonie officielle retransmise en direct à la télévision.

Le président, souvent critiqué pour son goût de la communication, avait déjà adopté la semaine dernière cette mise en scène à l'américaine, inhabituelle en France, pour la signature des lois de moralisation de la vie politique.

Ces ordonnances "consacrent une réforme en profondeur, inédite, du marché du travail, indispensable à notre économie et à notre société", s'est-il félicité, juste après avoir apposé son paraphe.

Plébiscitée par le patronat, la réforme apporte des "solutions pragmatiques pour les très petites entreprises et les petites et moyennes entreprises", a-t-il fait valoir, rappelant que "ce sont elles qui créent le plus d'emplois". Les "effets seront structurants sur l'emploi, en particulier pour les plus jeunes", a promis celui qui a toujours présenté cette réforme comme un remède contre le "chômage de masse". Le taux de sans-



Photo : AFP

Le président français, Emmanuel Macron, entérinant la réforme du Code du travail.

emploi atteint 9,6% en France, contre une moyenne de 7,8% en Europe.

"Jamais une réforme n'a été mise en œuvre en aussi peu de temps", a-t-il souligné, indiquant que "tous" les textes seraient "applicables au plus tard au 1er janvier prochain".

Dans une réponse indirecte aux syndicats qui ont organisé le 12 septembre et jeudi dernier deux journées de manifestations à travers la France, M. Macron a assuré que la réforme "instaure des nouveaux droits et de nouvelles protections pour les salariés et leurs représentants".

"Plus de 300 heures de concertation avec l'ensemble des partenaires sociaux" ont été consacrées, a-t-il rappelé.

•REcul SOCIAL

En avalisant la réforme, le président Macron reste fidèle à sa volonté affichée de ne pas céder à "la rue", selon ses propres mots, tandis qu'une nouvelle manifestation sera organisée samedi à Paris par la gauche radicale de Jean-Luc Mélenchon. "Je crois en la démocratie, mais la démocratie, ce n'est pas la rue", avait asséné le président mardi. "Si je respecte ceux qui manifestent, je respecte aussi les électeurs français, et ils ont voté pour le changement", a insisté le chef de l'État.

Promesse-phare de campagne de M. Macron, la réforme du droit du travail prévoit d'accroître la "flexibilité" de la réglementation du travail, de plafonner les dommages et intérêts ac-

cordés en cas de licenciement abusif ou encore d'autoriser les négociations directes avec les salariés, sans les syndicats, dans les entreprises de moins de 50 employés.

Emmanuel Macron espère ainsi mettre la France au diapason des autres pays européens, en particulier de la très puissante Allemagne à la croissance économique enviable.

Il s'agit également aussi pour Paris de regagner la confiance de Berlin, qui réclame depuis longtemps des réformes structurelles à son partenaire français.

Les syndicats voient en revanche dans la réforme un "recul social", tout comme le parti de la gauche radicale, La France Insoumise (LFI). La mobilisation ne fait que "commencer", a assuré son

leader Jean-Luc Mélenchon qui a appelé samedi à une nouvelle manifestation contre ce qu'il appelle un "coup d'État social".

La contestation dépasse le cadre de la seule réforme du droit du travail, qui sera suivie par celle du chômage et des retraites. De nouvelles mobilisations sont annoncées dans les semaines à venir et en particulier lundi, avec celle des chauffeurs routiers qui promettent de bloquer une partie de la France.

Les syndicats n'ont en revanche toujours pas réussi à s'entendre sur une action commune: tandis que la CGT participe aux manifestations, les syndicats plus modérés FO et CFTD s'y refusent, même si leurs bases se joignent souvent aux cortèges protestataires.

Cameroun/Manifestation

Des milliers de manifestants dans les rues en régions anglophones

AFP  
Yaoundé/Cameroun

Plusieurs milliers de Camerounais anglophones favorables à la partition de leur pays ont manifesté pacifiquement vendredi dans les rues des régions anglophones, tandis que les autorités de l'une d'elles ont interdit jeudi toute manifestation, a-t-on appris de sources concordantes.

"Depuis le matin (de vendredi), plusieurs milliers de personnes marchent pacifiquement dans les rues de Bamenda", chef lieu de la région du Nord-Ouest et épice de la crise provoquée par la contestation

anglophone au Cameroun, a rapporté à l'AFP une source proche des autorités régionales s'exprimant sous couvert de l'anonymat.

Jeudi, les autorités de la région anglophone du Nord-Ouest ont interdit toute manifestation de rue ainsi que les déplacements entre les départements de la région jusqu'au 3 octobre, selon la radio d'État vendredi.

Une forte présence policière a été déployée vendredi à Bamenda, ont affirmé plusieurs sources. Les "manifestants sont arrivés à l'entrée du campus de l'université de Bamenda. Ils ont chanté et hissé le dra-

peau" de l'Ambazonie, la république indépendantiste qu'ils veulent créer, a témoigné à l'AFP un enseignant de l'université présent sur place.

"Ils ont ensuite enlevé leur drapeau et poursuivi leur marche, sans heurts. En ville, les commerces sont fermés", a-t-il rapporté.

D'autres manifestations ont eu lieu dans la région du Sud-Ouest, la seconde région anglophone du Cameroun, sur les dix que compte le pays, selon des sources concordantes.

Les indépendantistes camerounais avaient appelé à la manifestation pacifique jeudi sur les réseaux sociaux, et certains d'entre

eux y ont envisagé de proclamer symboliquement le 1er octobre l'indépendance des régions anglophones. Depuis novembre 2016, la minorité anglophone - environ 20% des 22 millions de Camerounais - proteste contre ce qu'elle appelle sa marginalisation, entre autres dans l'enseignement et la magistrature.

Certains anglophones exigent le retour au fédéralisme tandis qu'une minorité réclame la partition du Cameroun. Deux scénarios que refuse Yaoundé.

En août, des séparatistes anglophones ont annoncé via les réseaux sociaux la constitution d'un groupe

armé indépendantiste. Yaoundé prend la menace très au sérieux.

Plusieurs centaines de militaires avaient été déployés en août dans les zones anglophones, après les premiers renforts envoyés sur place il y a plusieurs mois.

Depuis le début de la rentrée scolaire en septembre, plusieurs écoles ont été incendiées, notamment à Bamenda.

Fin août, le président du Cameroun Paul Biya avait joué l'apaisement en décrétant l'arrêt des poursuites judiciaires pour "terrorisme" et "rébellion" contre des leaders de la minorité anglophone.

L'Afrique en bref

• Soudan / Violences  
Trois morts au Darfour où le président Béchir est en visite

Trois personnes ont été tuées vendredi au Darfour lors d'affrontements entre forces gouvernementales soudanaises et des résidents d'un camp de déplacés, a indiqué l'ONU, alors que le président Omar el-Béchir est en visite dans cette région meurtrie par la guerre.

• Kenya/ Élection présidentielle  
Pas de crise constitutionnelle en cas de report du scrutin

Le président kényan Uhuru Kenyatta peut rester à son poste jusqu'à la prestation de serment d'un chef de l'État issu des urnes, a affirmé vendredi le procureur général du Kenya, tentant d'apaiser la crainte d'une crise constitutionnelle si l'élection présidentielle devait à nouveau être reportée.

• Nigeria/ Terrorisme  
9 morts dans une attaque attribuée à Boko Haram

Neuf personnes, qui résident dans un camp de déplacés dans l'extrême nord-est du Nigeria, ont été tuées par des combattants du groupe jihadiste Boko Haram, a-t-on appris vendredi de sources concordantes.

A travers le monde

• Grande-Bretagne / Brexit  
May s'engage à honorer ses engagements financiers envers l'UE

La Première ministre britannique Theresa May a assuré vendredi à Florence que son pays honorerait ses engagements financiers après sa sortie de l'Union européenne, mais sans donner de chiffres.



Photo : AFP

La Chine a demandé vendredi l'arrêt des provocations entre Américains et Nord-Coréens après que la Corée du Nord a menacé de faire exploser une bombe à hydrogène dans le Pacifique.

• Chine/ Corée du Nord  
Pékin demande l'arrêt des provocations

La Chine a demandé vendredi l'arrêt des provocations entre Américains et Nord-Coréens après que la Corée du Nord a menacé de faire exploser une bombe à hydrogène dans le Pacifique.

• Iran/ Armement  
Téhéran déterminé à renforcer ses capacités militaires

L'Iran s'est déclaré vendredi déterminé à renforcer ses capacités militaires et balistiques et à poursuivre sa politique au Proche-Orient, faisant fi des critiques des Occidentaux principalement des États-Unis.